

Paris demande aux Français présents en Iran de quitter le pays « dans les plus brefs délais »

samedi 8 octobre 2022, par [AFP, Libération \(France\)](#) (Date de rédaction antérieure : 8 octobre 2022).

Cette recommandation survient après la diffusion sur la télévision officielle iranienne des « aveux » de deux ressortissants français arrêtés en mai dernier et accusés d'espionnage.

Le Quai d'Orsay demande aux Français « de passage en Iran », même les binationaux, de quitter le pays « dans les plus brefs délais compte tenu des risques de détention arbitraire auxquels ils s'exposent ».

« Tout visiteur français, y compris binationnel, s'expose à un risque élevé d'arrestation, de détention arbitraire et de jugement inéquitable », indique le ministère des Affaires étrangères, dans une mise à jour des conseils aux voyageurs sur son site internet.

« Ce risque concerne également les personnes effectuant une simple visite touristique », ajoute le Quai qui insiste : en cas d'arrestation ou de détention, « le respect des droits fondamentaux et la sécurité des personnes ne sont pas garantis » en Iran.

Cette mise à jour intervient après la diffusion sur la télévision officielle iranienne des « aveux » de deux ressortissants français arrêtés en mai dernier et accusés d'espionnage. Une vidéo qualifiée de « mise en scène indigne et révoltante » par le Quai d'Orsay, qui a réclamé la « libération immédiate » des deux Français, Cécile Kohler et Jacques Paris.

M^{me} Kohler et M. Paris, membres d'un syndicat d'enseignants, ont été arrêtés en mai, quand l'Iran était le théâtre de manifestations d'enseignants qui réclamaient des réformes pour une revalorisation de leurs salaires et appelaient à la libération de collègues arrêtés lors de précédentes mobilisations.

Outre M^{me} Kohler et M. Paris, deux autres Français sont retenus en Iran, pays accusé par des ONG de pratiquer une diplomatie des otages pour négocier à son avantage sur la scène internationale.

« La capacité de l'ambassade de France à Téhéran à assurer la protection consulaire des ressortissants arrêtés ou détenus en Iran est très contrainte », prévient encore le site du ministère français, qui avait déjà classé en « rouge » l'ensemble du territoire iranien en raison de la situation dans ce pays depuis la mort en septembre de Mahsa Amini, une jeune femme arrêtée par la police des mœurs. Une centaine de personnes ont été tuées dans la contestation - toujours en cours - qui a suivi la mort de la jeune femme, selon des ONG.

P.-S.

https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/paris-demande-aux-francais-presents-en-iran-de-quitter-le-pays-dans-les-plus-brefs-delaix-20221008_WQNL77LEMJCMZAR736XQLB7LZM/